

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Arguments 5

Le financement des États par la Banque Centrale Européenne (BCE)

- Economie -

Date de mise en ligne : lundi 17 septembre 2012

Démocratie & Socialisme

Le 6 septembre dernier, le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi annonçait que la BCE rachèterait, sans limite, sur le marché secondaire (en bourse), les titres des dettes publiques des pays européens en difficulté.

Bruno Leroux, le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale déclarait aussitôt que cette annonce de Mario Draghi marquait le « décès définitif du Merkozy ». L'annonce de Mario Draghi signifie pourtant exactement le contraire : c'est la politique de Merkel-Serkozy qui continue, en pire, même si c'est sans Sarkozy.

Le rachat des titres des dettes publiques des États européens en difficulté sur le marché secondaire n'est pas une nouveauté, même si de Bruno Leroux semble le découvrir. En 2010 et 2011, la BCE avait lancé des programmes de rachat des titres des dettes grecque, irlandais, portugais puis de ceux de l'Italie et de l'Espagne pour un total de 225 milliards d'euros.

Il y a, cependant, trois nouveautés dans l'intervention de Mario Draghi.

La première c'est l'annonce du caractère « illimité » des interventions de la BCE afin de dissuader les spéculateurs.

La deuxième est que cette intervention ne concernera que « *les obligations d'État de 2 à 3 ans* ». Un moyen pour la BCE d'imposer une laisse très courte aux États en difficulté qui devront très vite se refinancer.

La troisième, qui constitue **la nouveauté essentielle** de la politique annoncée par Mario Draghi et que Bruno Leroux n'a semble-t-il pas vue, c'est que la BCE mettra en oeuvre son programmes de rachat au profit d'un État européen **uniquement** si cet État fait appel au Fonds européen de stabilité financière (FESF) ou au Mécanisme européen de stabilité (MES).

L'intervention de la BCE est donc maintenant soumise aux « strictes conditionnalités » que le FESF ou le MES imposeront, ce qui n'était pas le cas lors des précédentes interventions de la BCE en 2010 et 2011.

Les « strictes conditionnalités » du FESF et du MES annoncées par Mario Draghi dans son intervention du 6 septembre, nous ne les connaissons que trop. Ce sont des plans d'austérité de même nature que ceux qui ont été imposées par l'Union européenne et le FMI à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal. Ces plans ont provoqué dans ces pays une triple catastrophe : sociale, économique (tous ces pays sont plongés dans une profonde récession) et financière (le poids de la dette a considérablement augmenté dans ces trois pays).

La politique annoncée par Draghi signifie que pour que l'Espagne et l'Italie obtiennent une intervention de la BCE, ils devront accepter de nouveaux plans d'austérité alors que le chômage augmente à toute vitesse et que la récession économique s'approfondit dans ces deux pays.

La seule véritable avancée pour les peuples européens aurait été que la BCE rachète directement et sans condition les titres des dettes publiques des États européens. C'est d'ailleurs ce que pratiquent pour les dettes de leur propre État toutes les autres banques centrales, que ce soit la Réserve fédérale des États-Unis, la Banque du Japon ou la Banque d'Angleterre.